



Fukushima: informations et désinformation

mondialisation.ca : 21 avril 2011
par François Marginean



Tel qu'annoncé la semaine passée par le Japon, Fukushima a été classé au niveau 7, le plus haut échelon de l'échelle en terme de gravité des accidents nucléaires civils. Les gens qui suivaient la situation de proche en étaient déjà conscients depuis des semaines, mais il aura fallu un mois aux autorités japonaises pour révéler au public ce qu'il savait depuis un mois.

En effet, les autorités japonaises ont été contraintes d'expliquer pourquoi il leur a fallu un mois pour rendre public les rejets à grande échelle de matières radioactives à la mi-Mars, provenant de la centrale nucléaire de Fukushima. Lorsque le gouvernement a annoncé le 12 avril qu'il avait relevé le niveau de la gravité de l'accident dans le complexe nucléaire de Fukushima Daiichi à 7, le pire à l'échelle internationale, le Japon a fondé cette décision en grande partie sur des modèles informatiques montrant les lourdes émissions d'iode radioactif et le césium entre le 14 et le 16 mars, peu de temps après le séisme d'une magnitude de 9,0 et du tsunami qui a rendu les systèmes refroidissement d'urgence de l'usine inopérants. Ce retard de près d'un mois avant de reconnaître publiquement l'importance de ces émissions est un nouvel exemple de données et d'analyses portant à confusion, ce qui a mis les autorités sur la défensive quant à savoir si elles ont retardé ou bloqué la diffusion de l'information pour ne pas alarmer le public. Seiji Shiroya, un commissaire de la Commission de la sûreté nucléaire du Japon, un groupe indépendant qui supervise l'industrie nucléaire du pays, a suggéré une raison d'ordre public pour avoir gardé le silence. « Certains étrangers ont fui le pays même s'il semblait y avoir que peu de risque, dit-il. Si nous avons immédiatement décidé d'annoncer que la situation était de niveau 7, nous pourrions pu déclencher une réaction de panique ». Les émissions de particules radioactives ont atteint un sommet après les explosions d'hydrogène dans trois des réacteurs de Fukushima. (Seattle Times/New York Times)



La majorité des Japonais ne font pas confiance à ce que leur gouvernement et Tepco leur racontent concernant la situation à Fukushima, et avec raison. D'autant plus que le gouvernement du Japon vient officiellement d'émettre une ordonnance aux sociétés de télécommunications ainsi qu'aux webmasters de censurer les rapports qui contredisent les communiqués de presse de l'État selon lesquels la catastrophe nucléaire de Fukushima est terminée. La nation a officiellement donné l'ordre aux sociétés de télécommunications et aux webmasters de supprimer le contenu des sites Internet qui contrent la position officielle du gouvernement que la catastrophe est sous contrôle et qu'il n'y a plus de menace provenant des radiations.

Le gouvernement affirme que les dommages causés par les tremblements de terre et par l'accident nucléaire sont amplifiés par les rumeurs irresponsables, et qu'ils doivent prendre des mesures pour le bien du public. L'équipe du projet a commencé à envoyer des « lettres de requête » à des organisations comme les compagnies de téléphone, fournisseurs d'accès à l'Internet, chaînes de télévision par câble, ainsi qu'à d'autres, exigeant d'eux qu'ils « prennent les mesures appropriées, basées sur les lignes directrices, en réponse à des informations illégales ». Les mesures comprennent d'effacer toutes les informations provenant de sites Internet que les autorités jugent nuisibles au moral et à l'ordre public. (Asia Pacific Journal)

La Commission de la sûreté nucléaire du Japon a publié seulement deux simulations par ordinateur des estimations de la dispersion de substances radioactives depuis l'accident nucléaire à la centrale de Fukushima Daiichi, alors que plus de 2000 d'entre elles ont été réalisées, selon les déclarations de sources proches de ce dossier.

The Christian Science Monitor notait récemment que Iouli Andreev, un spécialiste russe dans le domaine des accidents nucléaires, qui en tant que directeur de l'agence de nettoyage Soviet Spetsatom ayant contribué il y a 25 ans aux efforts pour nettoyer Tchernobyl, a également accusé l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) d'être trop près des entreprises. « Il ne s'agit que d'une fausse organisation parce que chaque organisation qui dépend de l'industrie nucléaire – et l'AIEA dépend de l'industrie nucléaire – ne peut pas fonctionner correctement. »

En fait, les gens de l'AIEA n'ont même pas eu le courage d'entrer sur les lieux de Fukushima pour se rendre compte de la situation et les grands patrons de Tepco se défilent sans cesse. À la fin de cette vidéo, on peut voir des images normalement dissimulées des braves travailleurs de Tepco qui sont envoyés à leur mort en différé, à bord d'un autobus, en route pour aller réparer les dégâts à Fukushima. Tout cela pendant que le grand patron de Tepco disparaît en se plaignant de stress et d'être sous énorme pression, et que les gens de l'industrie de l'énergie nucléaire nous chantent qu'elle est propre et sécuritaire, comme ce fût le cas dernièrement encore, de la part du directeur de General Electric Jeffrey Immelt qui était en visite au Japon, suite à la déconfiture des réacteurs Mark-1 que GE a construits. Eux, ils engrangent des milliards de dollars en profits avec cette industrie nucléaire, mais lorsque ça tourne au vinaigre, ils ne vont jamais régler leurs désastres eux-mêmes. Bien sûr que non. Ils envoient de pauvres petits travailleurs qui ont un courage et une dignité qu'ils n'auront jamais. Des travailleurs ayant décidé de sacrifier leurs vies pour tenter d'éviter le pire. Pourquoi ne pas forcer ces patrons, ces gens du gouvernement et du lobby de l'industrie nucléaire aller constater les dégâts et les nettoyer eux-mêmes?

Et que dire de la dépendance de General Electric à l'égard des relations publiques pour couvrir leurs dégâts? De 1990 à 2005, General Electric a dépensé plus de \$122 millions en relations publiques, lobbying et efforts juridiques « pour lutter contre les demandes de nettoyer trois sites contaminés aux biphényles polychlorés (BPC) » rapporte O'Dwyer's. Les trois sites sont « une bande de 320 kilomètres de la rivière Hudson, Housatonic (Pittsfield, MA) et un centre de transformateurs (Rome, GA) ».



Bien que ce soit difficile à imaginer, Tepco avait prévu de construire deux réacteurs supplémentaires sur le site de la centrale de Fukushima Daiichi, les n° 7 et 8 et en avait fait la demande officielle les jours suivant le début de la crise le 11 mars 2011. Les réacteurs de la centrale devaient entrer en opération en 2016 et 2017. Le président Masataka Shimizu a annoncé lundi que la société avait annulé leur plan de construire deux nouveaux réacteurs à sa centrale de Fukushima Daiichi, dans le nord du Japon. Ce n'est que la première fois depuis le 11 mars que la compagnie reconnaît qu'elle abandonnera définitivement son projet de construire de nouveaux réacteurs.

Shimizu a déclaré dans son témoignage devant le Parlement qu'il serait difficile de justifier la poursuite du projet d'ajouter ces deux réacteurs suite au tremblement de terre et le tsunami qui

ont frappé la centrale. Il a dit que Tepco présentera bientôt un nouveau plan au gouvernement, sans les nouvelles unités.

Lorsque c'est rendu que même Fox News accuse le gouvernement japonais d'agir de manière plus secrète que la CIA, c'est tout dire! Et cela se poursuit de plus belle: le Secrétaire général du gouvernement, Yukio Edano, a présenté ses excuses au public à propos des déclarations faites aux médias concernant les zones autour de la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi qui seraient inhabitables à long terme. Un conseiller du Cabinet, Kenichi Matsumoto, a déclaré aux journalistes hier que le Premier ministre a fait remarquer que des zones autour de la centrale nucléaire seraient inhabitables pendant une longue période. Plus tard, il est revenu sur ses commentaires et le Premier ministre a lui aussi nié avoir fait une telle déclaration. Mais les rapports ont mis en colère les dirigeants locaux, dont le gouverneur de Fukushima. Edano a déclaré qu'il est regrettable que les rapports aient suscité des inquiétudes pour les résidents ayant évacué la zone autour de la centrale nucléaire. (NHK)

C'est le langage orwellien: Kan déclare quelque chose qui est approximativement vrai, mais il est forcé de se rétracter!

Une chose semble assez claire pour certains, comme le géant bancaire Morgan Stanley, cependant: c'est que la situation au Japon est assez sérieuse pour partir de là, même si cela signifie de perdre beaucoup d'argent. Morgan Stanley a simplement décidé de plier bagage et de faire défaut sur la dette qu'il possédait pour un édifice situé à Tokyo. Morgan Stanley a remis les clés le 15 avril, sans tapage médiatique. Pourtant, il s'agit du plus important défaut de paiement de l'histoire du Japon: 3,3 milliards de dollars. Le bon sens nous dicte qu'ils savent quelque chose que nous ne savons pas, ou ils peuvent lire les signes. Tokyo reçoit une quantité importante de retombées nucléaires provenant de la fusion nucléaire de Fukushima. Ils ont décidé de quitter leurs investissements là-bas.

Mais pour le reste de la population, autant au Japon qu'ailleurs, une seule phrase résonne partout: « Il n'y a aucun risque pour la santé et la sécurité humaine ».Ça va bien aller.

François Marginean : Technicien en Architecture, chercheur indépendant, animateur de radio à l'émission L'Autre Monde sur CHOQ FM de l'UQAM, éditeur du blog Les Nouvelles Internationales et collaborateur chez Les 7 du Québec.

François Marginean est un collaborateur régulier de Mondialisation.ca.